

# BRÈVES ÉCONOMIQUES

## AFRIQUE CENTRALE

Semaine du 02 au 06 mars 2026

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL DE YAOUNDE

### Faits marquants de la semaine :

- **Régional** : l'excédent commercial de la CEMAC est divisé par deux en 2025.
- **Cameroun** : officialisation de la création de la Kribi Port Industrial Zone (KPIZ).
- **Congo** : lancement du programme de réhabilitation du Chemin de fer Congo-Océan.
- **Gabon** : clôture de l'introduction en bourse de BGFI Bank.
- **Guinée équatoriale** : Kosmos Energy cède ses participations dans les champs Ceiba et Okume pour 219 M USD.
- **Tchad** : la Société nationale de ciment (SONACIM) passe officiellement au secteur privé.
- **RDC** : signature d'un accord de 155 M USD avec la BAD pour le désenclavement du parc agro-industriel de Ngandajika.
- **São Tomé-et-Principe** : forum consacré à l'investissement dans les petits États insulaires.

## Régional

### L'excédent commercial de la CEMAC chute de 50 % en 2025

Selon les prévisions des administrations nationales et de la BEAC, l'excédent commercial de la CEMAC devrait [passer](#) de 7 114,9 Mds FCFA (env. 11,9 Mds USD) en 2024 à 3 506,8 Mds FCFA (env. 5,8 Mds USD) en 2025, soit une baisse de 50 % en glissement annuel. Cette évolution s'explique principalement par une chute marquée des exportations (-17,4 %), tandis que les importations progressent (+2,6 %). Au total, 4 des 6 pays de la CEMAC devraient voir leur position commerciale se dégrader en 2025. La Guinée équatoriale, très dépendante de ses recettes pétrolières, enregistrerait la contraction la plus importante de ses exportations (-31,8 %), suivie du Congo (-11,7 %) et du Tchad (-10,4 %). À l'inverse, la RCA devrait connaître une forte progression de ses exportations (+206,6 %), après une année 2024 marquée par une contraction prononcée. Malgré ce rebond, le pays resterait en déficit commercial, à -99,5 Mds FCFA. Par ailleurs, l'excédent commercial du Gabon devrait se contracter de 27,5 %, tandis que le déficit du Cameroun continuerait de se creuser, passant de -459,2 Mds FCFA (env. -765 M USD) en 2024 à -738,3 Mds FCFA (env. -1,2 Md USD) en 2025.

### LE CHIFFRE DE LA SEMAINE

**3 506,8 Mds FCFA**

Montant de l'excédent commercial de la CEMAC en 2025

### Crypto-actifs et monnaie numérique : les régulateurs d'Afrique centrale évaluent les enjeux pour la finance régionale

Un séminaire stratégique organisé conjointement par la BEAC et le FMI a réuni des experts et les principales institutions financières de la sous-région du 23 au 27 février 2026 à Yaoundé, afin de renforcer les capacités de régulation face à l'essor des crypto-actifs et à la perspective d'une monnaie numérique de banque centrale (MNBC) dans la CEMAC. Les discussions ont porté sur les risques et opportunités liés aux crypto-actifs, aux stablecoins et aux tokens, ainsi que sur leurs implications pour la stabilité financière, l'inclusion financière et l'adaptation du cadre juridique régional. Cette rencontre marque une étape importante vers l'élaboration d'une régulation harmonisée, visant à préserver la souveraineté monétaire des États d'Afrique

centrale et à prévenir les risques de contournement des régulations ou de déstabilisation des systèmes de paiement traditionnels.

#### **Digitalisation des procédures de fret sur le couloir Douala-N'Djaména**

Le Bureau de gestion du fret terrestre (BGFT) du Cameroun et le Bureau national du fret terrestre (BNFT) du Tchad ont [lancé](#) la phase pilote de dématérialisation de la Lettre de voiture obligatoire (LVO) et de la collecte de la taxe à l'essieu sur le corridor Douala-N'Djaména. Cette digitalisation repose sur deux plateformes en ligne, Landfreightis et Sig Freight, qui couvrent l'ensemble du processus, depuis la déclaration du fret jusqu'au paiement électronique, avec à la clé la génération d'une LVO numérique sécurisée par un QR code. Cette réforme poursuit un double objectif : renforcer la sécurisation des recettes destinées au Trésor public et à l'entretien routier, en réduisant les risques de fraude, et fluidifier le trafic sur le corridor, où les procédures physiques pouvaient auparavant s'étendre sur plusieurs jours. Elle offre également des bénéfices aux acteurs privés : les bailleurs de fret disposent désormais d'une visibilité en temps réel sur les transporteurs, tandis que les entreprises peuvent optimiser la gestion et le suivi de leur flotte de véhicules.

## Cameroun

#### **Lancement officiel de la zone industrielle du port de Kribi**

Le 26 février 2026, le Cameroun a [officialisé](#) la création de la Kribi Port Industrial Zone (KPIZ), une société dédiée au développement d'une zone industrielle intégrée au sein du complexe portuaire de Kribi. Ce projet estimé à 795 M EUR (521 Mds FCFA) réunit un consortium associant le Port autonome de Kribi à trois partenaires privés : Africa Global Logistics (AGL), Arise Integrated Industrial Platforms (Arise IPP) et Belmont Investments LTD. Cette enveloppe permettra l'aménagement des terrains, la réalisation des voiries internes, le déploiement des réseaux énergétiques ainsi que la construction d'infrastructures destinées aux filières du bois, de l'agro-industrie, de la métallurgie et de la transformation minérale. La Banque africaine de développement (BAfD), chef de file et principal partenaire stratégique du projet, s'est engagée à [mobiliser](#) 411 M EUR de financement public et à faciliter la mise en place d'un financement privé complémentaire de 384 M EUR. La zone industrielle ambitionne de diversifier la base productive, d'accroître la contribution du secteur manufacturier à la croissance économique et de dynamiser les exportations. Selon les

projections officielles à l'horizon 2040, les exportations de cacao et de produits dérivés pourraient être multipliées par près de 17, tandis que la zone permettrait la création d'au moins 50 000 emplois directs et 150 000 emplois indirects, accompagnée d'une hausse significative des recettes fiscales.

#### **Financement du budget : le Cameroun explore de nouveaux instruments pour élargir sa base d'investisseurs**

Face à l'essoufflement du marché régional des titres publics de la CEMAC, le Cameroun [envisage](#) de diversifier ses sources de financement en mobilisant de nouveaux instruments financiers. Selon le directeur général du Trésor, les autorités étudient notamment l'émission de [diaspora bonds](#) pour capter une partie de l'épargne des expatriés, dont les transferts ont atteint environ 650 Mds FCFA en 2025 (contre une moyenne annuelle de 450 Mds FCFA sur les cinq dernières années), mais qui sont encore majoritairement orientés vers la consommation. Le gouvernement souhaite également démocratiser l'accès aux titres publics grâce à la digitalisation et aux plateformes fintech, afin de permettre aux petits épargnants d'investir à partir de faibles montants et d'élargir ainsi la base d'investisseurs. D'autres pistes incluent des obligations liées à des projets d'infrastructures précis, ainsi que le recours aux obligations vertes et bleues pour financer des projets environnementaux ou maritimes, bien que ces instruments exigent une préparation technique et budgétaire plus complexe.

#### **Dangote Cement et le chinois Sinoma Engineering signent un accord pour moderniser une cimenterie au Cameroun**

Dangote Cement a conclu un [accord](#) d'un montant de 1 Md USD avec la société chinoise Sinoma Engineering portant sur la construction de nouvelles cimenteries et la modernisation de plusieurs unités de production existantes en Afrique. L'accord couvre 12 projets répartis dans 7 pays : le Nigéria, l'Éthiopie, la Zambie, le Zimbabwe, la Tanzanie, la Sierra Leone et le Cameroun. Cette opération s'inscrit dans le cadre de la stratégie « Vision 2030 » du groupe Dangote, qui vise à porter la capacité de production annuelle à 80 Mt. Elle doit également permettre de consolider la position de Dangote Cement sur son marché domestique, d'accroître ses volumes d'exportation et de soutenir le développement des infrastructures à l'échelle du continent africain.

## Congo

### Lancement de la réhabilitation du Chemin de fer Congo-Océan

Le Chemin de fer Congo-Océan fait l'objet d'un [programme](#) de réhabilitation, estimé à 595 M USD, visant à moderniser l'axe ferroviaire entre Brazzaville et Pointe-Noire. Le projet prévoit le renouvellement des rails, la rénovation des ouvrages d'art, des gares et du matériel roulant. Les autorités entendent améliorer les flux de passagers et de marchandises, réduire les coûts logistiques et renforcer le rôle du Congo comme corridor régional de transit vers l'Afrique centrale.

### Le Congo prépare un projet de communication par satellite

Le ministre des Postes, des Télécommunications et de l'Economie numérique a [échangé](#) avec une délégation d'experts chinois sur la mise en œuvre d'un projet de communication par satellite en République du Congo. Une phase pilote sera déployée sur le Chemin de fer Congo-Océan, avec l'installation d'équipements intelligents connectés au réseau satellitaire dans le cadre de sa modernisation. Le projet vise à renforcer les capacités technologiques du pays, accompagner la digitalisation des infrastructures et favoriser le transfert de compétences avec la Chine.

## Gabon

### Clôture de l'introduction en bourse de la société BGFI Holding Corporation SA

Le 3 novembre 2025, la Commission de Surveillance du marché financier de l'Afrique centrale (COSUMAF) avait [validé](#) l'entrée en bourse de BGFI Bank. Cette introduction en bourse a permis à la BGFI Holding Corporation d'ouvrir une partie de son capital. C'est la première banque d'Afrique centrale à ouvrir son capital au public sur la Bourse des valeurs mobilières de l'Afrique centrale (BVMAC). Cette émission, menée entre le 10 novembre 2025 et le 7 février 2026, est la première du genre sur le marché financier régional. Elle portait sur une ouverture de 10 % du capital social de BGFI Holding Corporation par la création de 1 573 536 actions nouvelles, au prix de 80 000 FCFA l'unité. L'opération a été clôturée le 2 mars 2026 et a permis de lever plus de 45,3 Mds FCFA. L'opération a attiré 7 601 souscripteurs, contre 431 auparavant, répartis dans 24 pays à travers le monde. La forte participation des

personnes physiques (grand public), représentant plus de 71 % des souscriptions, constitue l'un des faits marquants de cette émission.

### Le ministère de l'Agriculture et la BCEG signent un accord de partenariat

Le ministère de l'Agriculture a [signé](#), le 4 mars 2026 à Libreville, un accord de partenariat avec la Banque pour le Commerce et l'entrepreneuriat du Gabon (BCEG), pour la mise en œuvre du Fonds crédit agricole à taux réduit (CART). Ce mécanisme vise à faciliter l'accès au financement pour les producteurs et porteurs de projets agricoles. L'initiative doit notamment sécuriser les investissements et renforcer la crédibilité des projets soumis au financement.

## Guinée équatoriale

### Kosmos Energy cède ses participations dans les champs Ceiba et Okume pour 219 M USD

La société pétrolière Kosmos Energy a [conclu](#) le 24 février 2026 un accord pour céder à Panoro Energy, sa participation de 40,375 % dans les actifs de production offshore du champ Ceiba et du complexe Okume, situés en Guinée équatoriale, pour un montant pouvant atteindre 219,5 MUSD. L'opération comprend un paiement initial de 180 MUSD, auquel pourraient s'ajouter jusqu'à 39,5 MUSD de paiements conditionnés aux performances de production et aux prix du pétrole. Cette cession d'actifs vise à améliorer la liquidité du groupe et à accélérer la réduction de sa dette, les fonds devant notamment servir à rembourser une facilité de crédit adossée aux réserves. La transaction, approuvée par le gouvernement équato-guinéen et encore soumise à l'autorisation de la CEMAC, devrait être finalisée à la mi-2026.

### Pétrole et gaz : la Guinée équatoriale mise sur Eni pour relancer sa production

La Guinée équatoriale a [signé](#) un accord de licence de reconnaissance avec le groupe énergétique italien Eni afin de mener des analyses géologiques préliminaires sur plusieurs blocs et préparer de futurs projets d'exploration et de production, dans le cadre d'une stratégie visant à relancer un secteur pétrolier en déclin et à attirer de nouveaux investissements. Soutenu par la African Energy Chamber, cet accord s'inscrit dans une série d'initiatives destinées à renforcer l'attractivité du pays, notamment le projet Gas Mega Hub pour développer un hub gazier régional, un accord avec Chevron et la compagnie nationale GEPetrol pour accroître la participation nationale dans le champ pétrolier Aseng oil field et sécuriser

l'approvisionnement du complexe gazier de Punta Europa. Parallèlement, le pays renforce la coopération régionale avec un accord signé en février 2026 avec le Cameroun pour développer les champs gaziers transfrontaliers Yoyo-Yolanda gas fields. Ces initiatives s'accompagnent de la préparation du cycle d'attribution de licences EG Ronda 2026, qui proposera 24 blocs pétroliers et gaziers avec des conditions fiscales plus attractives, illustrant la volonté du pays de redevenir un pôle énergétique compétitif et intégré en Afrique centrale.

## Tchad

### Privatisation de la SONACIM : le gouvernement clôt le processus et installe officiellement CIM

#### TCHAD

Le 27 février 2026, la Société nationale de ciment (SONACIM) est officiellement passée au secteur privé à l'issue d'une cérémonie de signature organisée au ministère du Commerce, au cours de laquelle l'entreprise a changé de dénomination pour devenir [CIMTCHAD](#), sous la houlette du groupe marocain CIMAF. Cette privatisation, conclue pour un montant d'environ 36 Mds FCFA et assortie d'une prise de participation de 70 % pour CIMAF contre 30 % pour l'État, s'inscrit dans la stratégie des autorités visant à relancer la production de ciment, soutenir les grands chantiers d'infrastructures et, à terme, faire baisser les coûts pour le secteur du bâtiment.

### Infrastructures : le Premier ministre exige des résultats concrets et un suivi renforcé des projets routiers

Le 2 mars 2026, le Premier ministre Allah Maye Halina a présidé une [réunion](#) de suivi et d'évaluation du plan d'actions du ministère des Infrastructures, du Désenclavement et de l'Entretien routier, consacrée au bilan 2025 et à la programmation des travaux pour 2026. Ce dernier y a présenté les réalisations de l'année écoulée : près de 200 km de routes bitumées, environ 1 657 km de routes en terre aménagées, quatre ponts mis en service, ainsi que plusieurs ouvrages d'assainissement, dont des bassins de rétention. Le chef du gouvernement a [insisté](#) sur la nécessité d'accélérer le rythme des chantiers pour se rapprocher de l'objectif de 7 000 km de routes programmés à l'horizon 2029, en renforçant le contrôle des travaux, la rigueur dans l'exécution et le respect des délais contractuels. Il a également annoncé une réorganisation des mécanismes de suivi, avec une implication accrue des ministères concernés, afin de faire des infrastructures

un véritable levier de désenclavement, de croissance économique et d'intégration sous régionale.

## RDC

### Le gouvernement signe un accord de 155 M USD avec la BAD pour le désenclavement du parc agro-industriel de Ngandajika

Le ministre des Finances de la RDC a procédé à la signature d'un [accord](#) de prêt de 155 M USD (117,4 M d'Unités de Compte) avec la Banque africaine de développement (BAfD). Ce financement est [destiné](#) au Projet de renforcement de la connectivité au Parc Agro-industriel de Ngandajika, situé dans la province de Lomami. Il constitue le troisième volet du Programme de Transformation Agricole (PTA) de la RDC, dans lequel la BAfD a investi environ 400 M USD en 2024, et qui vise à faire du secteur agricole un levier de diversification économique et de sécurité alimentaire. Le projet cible spécifiquement l'amélioration des axes routiers Lukalaba–Ngandajika et Nkuadi–Ngandajika–Parc, afin de désenclaver durablement cette zone à fort potentiel agricole. Au-delà de la réhabilitation des routes, l'initiative poursuit aussi des objectifs de réduction des coûts de transport, de fluidification des échanges commerciaux et de création d'emplois, en particulier pour les jeunes et les femmes. Il permettra également de faciliter l'accès aux marchés pour les producteurs locaux.

### RDC-RCA : Lancement d'un programme régional de 49,6 M USD pour le développement des zones transfrontalières

Le ministre d'État en charge du Développement rural a annoncé, lors du Conseil des ministres, le [lancement](#) du Programme régional d'appui au développement des infrastructures et à la valorisation des ressources en eau transfrontalières (PREDIRE) entre la République Démocratique du Congo et la République centrafricaine. Financé par la BAD sur une période de cinq ans, ce programme dispose d'une enveloppe de 49,6 M USD pour le volet congolais. L'initiative vise à améliorer durablement les conditions de vie des populations, renforcer leur résilience et préserver les écosystèmes dans le bassin transfrontalier de l'Ubangi. Le projet cible près de 500 000 ménages dans les provinces du Nord-Ubangi, du Sud-Ubangi et de la Mongala. Les actions prévues incluent le développement

d'infrastructures rurales, la gestion durable des ressources hydriques et la dynamisation des activités socio-économiques dans ces zones frontalières stratégiques. Selon le Ministre, ce programme constitue une opportunité majeure pour revitaliser les territoires ruraux situés le long de l'axe Ubangi et renforcer les bassins de vie et de production des populations riveraines. Les prochaines étapes opérationnelles incluent la finalisation des études techniques, la passation des marchés et la mobilisation des équipes de terrain.

## Sao Tomé-et-Principe

### Forum consacré à l'investissement dans les petits États insulaires

Sao Tomé-et-Principe accueille un forum de trois jours, organisé par l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), dédié aux solutions et à l'investissement dans les petits États insulaires africains, réunissant des responsables politiques, des experts et des partenaires internationaux autour des défis spécifiques à ces pays. Cette rencontre vise à discuter des stratégies permettant de renforcer la résilience économique et environnementale des États insulaires, tout en favorisant l'attraction d'investissements et le développement de projets innovants. Les échanges portent notamment sur des secteurs jugés prioritaires tels que l'économie bleue, l'énergie, le tourisme durable et les infrastructures.

Indicateurs macroéconomiques

|                    | Croissance du PIB réel<br>(en %) |      |      | Inflation (moy. Ann, en %) |      |      | *Solde Public (en %PIB) |      |      | Dette Publique (en %PIB) |      |      | Solde courant (en % PIB) |      |      | Dette extérieure (en % PIB) |      |      |
|--------------------|----------------------------------|------|------|----------------------------|------|------|-------------------------|------|------|--------------------------|------|------|--------------------------|------|------|-----------------------------|------|------|
|                    | 2024                             | 2025 | 2026 | 2024                       | 2025 | 2026 | 2024                    | 2025 | 2026 | 2024                     | 2025 | 2026 | 2024                     | 2025 | 2026 | 2024                        | 2025 | 2026 |
| Cameroun           | 3,5                              | 3,8  | 4,1  | 4,5                        | 3,7  | 3,3  | -1,5                    | -0,8 | -1,2 | 42,8                     | 37,9 | 36,3 | -3,1                     | -3,4 | -3,9 | 27,0                        | 25,9 | 24,8 |
| Centrafrique       | 1,9                              | 3,0  | 3,3  | 1,5                        | 4,6  | 3,3  | -5,1                    | -2,5 | 0,0  | 60,7                     | 57,1 | 52,5 | -9,1                     | -7,1 | -4,1 | 30,9                        | 31,1 | 28,1 |
| Congo              | 2,1                              | 2,7  | 2,8  | 3,1                        | 3,6  | 3,2  | 3,6                     | 3,2  | 2,2  | 98,0                     | 93,1 | 89,9 | 0,1                      | -5,9 | -7,0 | 36,3                        | 32,5 | 29,4 |
| Gabon              | 3,4                              | 1,9  | 2,6  | 1,2                        | 1,4  | 2,5  | -3,8                    | -5,4 | -7,2 | 72,7                     | 76,2 | 82,0 | 4,0                      | 1,8  | -0,3 | 32,2                        | 31,3 | 29,1 |
| Guinée Equatoriale | 0,9                              | -1,6 | 0,5  | 3,4                        | 2,9  | 2,9  | -0,6                    | -1,3 | -2,0 | 36,4                     | 36,6 | 38,1 | -3,3                     | -3,0 | -3,8 | 6,8                         | 5,1  | 5,0  |
| Tchad              | 3,5                              | 3,3  | 3,6  | 5,1                        | 4,0  | 3,6  | -2,1                    | -1,5 | -2,4 | 32,7                     | 31,5 | 32,5 | 1,0                      | -2,3 | -2,9 | 16,6                        | 17,1 | 18,7 |
| CEMAC              | 3,0                              | 2,8  | 3,3  | 3,8                        | 3,3  | 3,2  | -1,4                    | -1,3 | -1,9 | 52,5                     | 49,6 | 49,4 | -1,1                     | -2,7 | -3,5 | 25,3                        | 24,2 | 23,2 |
| RDC                | 6,5                              | 5,3  | 5,3  | 17,7                       | 8,8  | 7,1  | -1,5                    | -2,2 | -1,6 | 22,5                     | 19,1 | 14,6 | -3,9                     | -3,3 | -2,1 | 14,4                        | 15,5 | 16,7 |
| Sao Tomé           | 1,1                              | 2,9  | 4,7  | 14,4                       | 9,7  | 7,0  | 0,9                     | 1,1  | 2,3  | 64,8                     | 51,4 | 45,4 | -1,9                     | -3,3 | -3,6 | 33,3                        | 29,2 | 25,6 |

Source : FMI (octobre 2025), \*solde budgétaire global (dons inclus)

Evolution des cours des matières premières

| fév-26                  | Matières premières<br>énergétiques |             | Matières premières agricoles |          |                | Bois d'œuvre     |           |
|-------------------------|------------------------------------|-------------|------------------------------|----------|----------------|------------------|-----------|
|                         | Pétrole                            | Gaz naturel | Cacao                        | Café     | Huile de palme | Grumes           | Bois scié |
| Référence/mesure        | Brent (USD/barils)                 | (USD/mmbtu) | (USD/kg)                     | (USD/kg) | (USD/mt)       | (USD/mètre cube) |           |
| Valeur                  | 68                                 | 4           | 4                            | 7        | 1042           | 414              | 651       |
| Variation mensuelle (%) | 7%                                 | -52%        | -28%                         | -12%     | 4%             | 1%               | 1%        |
| Variation annuelle (%)  | -8%                                | -14%        | -64%                         | -22%     | -2%            | 14%              | 8%        |
| Variation sur 5 ans     | 12%                                | -29%        | 49%                          | 93%      | 2%             | -2%              | -2%       |
| Variation sur 10 ans    | 119%                               | 85%         | 23%                          | 118%     | 53%            | 7%               | -5%       |

| fév-26                  | Matières premières<br>textiles | Matières premières<br>industrielles | Métaux et minerais |            |          |                 |
|-------------------------|--------------------------------|-------------------------------------|--------------------|------------|----------|-----------------|
|                         | Coton                          | Caoutchouc naturel                  | Aluminium          | Fer        | Cuivre   | Or              |
| Référence/mesure        | (USD/kg)                       | (USD/kg)                            | (USD/mt)           | (USD/tmsu) | (USD/mt) | (USD/once troy) |
| Valeur                  | 2                              | 2                                   | 3065               | 99         | 12951    | 5020            |
| Variation mensuelle (%) | -1%                            | 5%                                  | -2%                | -6%        | 0%       | 6%              |
| Variation annuelle (%)  | -5%                            | -6%                                 | 15%                | -6%        | 39%      | 73%             |
| Variation sur 5 ans     | -20%                           | -4%                                 | 47%                | -40%       | 53%      | 178%            |
| Variation sur 10 ans    | 11%                            | 78%                                 | 100%               | 111%       | 182%     | 319%            |

Source : World Commodities Markets (Banque mondiale, actualisation au rythme mensuel)

## Agenda des évènements économiques et institutionnels à venir

| Date                | Evènement                                                                                                                                                                             | Lieu               |
|---------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------|
| 17 mars 2026        | Sommet CEMAC - France                                                                                                                                                                 | Paris (France)     |
| 26-29 mars 2026     | 14 <sup>e</sup> Conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce (OMC)                                                                                                 | Yaoundé (Cameroun) |
| 11-12 mai 2026      | Sommet Afrique-France <i>Africa Forward</i><br><b>11 mai</b> : forum d'affaires « <i>Africa Forward : Inspire &amp; Connect</i> » organisé par Bpifrance, Proparco et Business France | Nairobi (Kenya)    |
| 19 mai 2026         | 5 <sup>ème</sup> édition de la conférence ministérielle <i>No Money for Terror</i> (NMFT), consacrée à l'action internationale contre le financement du terrorisme                    | Paris (France)     |
| 12-21 juin 2026     | PROMOTE 2026, sous le thème « Entreprises privées et environnement des affaires : quels repères face aux défis économiques nationaux et internationaux ? »                            | Yaoundé (Cameroun) |
| 15-19 juin 2026     | Pavillon France organisé par Business France, au Salon International de l'Entreprise, de la PME et du Partenariat PROMOTE                                                             | Yaoundé (Cameroun) |
| 16-19 juin 2026     | EU Business Week                                                                                                                                                                      | Yaoundé (Cameroun) |
| 17 juin 2026        | <i>Wine Tastin</i> organisé par Business France                                                                                                                                       | Douala (Cameroun)  |
| 17-18 novembre 2026 | Ambition Africa 2026                                                                                                                                                                  | Paris (France)     |

**Clause de non-responsabilité** – La Direction générale du Trésor s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, elle ne peut en aucun cas être tenue responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

La **direction générale du Trésor** est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

**Responsable de la publication** : Efi FRAGER (Service économique régional de Yaoundé)

**Rédacteurs** :

Ibrahim BARRY- Mohamed AYIAGNIGNI – Adrien REBET- Evelyne SILA – Noémie DAVID – Laura LANDREIN (SER Yaoundé) ;

Vincent FLEURIET - Ingrid ORAMALU (SE Brazzaville) – Amanda BROUILLARD (SE Brazzaville) ;

Michel BOIVIN – Fanny SCHAEFFER (SE Libreville) ;

Pierre SEJOURNE – Joël KAZADI KADIMA (SE Kinshasa) ; Naïma TAHRAN (Correspondante Tchad)

[Rendez-vous sur cette page](#) pour vous abonner & suivez notre page [Linkedin](#).